

# L'Anarcho-syndicaliste

N°183 - Le numéro : 1,60 €

Octobre 2014

« ... Nous sommes en outre ce qu'ils ne sont pas : des révoltés de toutes les heures, des hommes vraiment sans dieu, sans maître, sans patrie, les ennemis irréconciliables de tout despotisme, moral ou matériel, individuel ou collectif, c'est-à-dire des lois et des dictatures (y compris celle du prolétariat) et les amants passionnés de la culture de soi-même... » *Fernand Pelloutier - Lettre aux Anarchistes*

## Mourir pour des idées d'accord mais de mort lente

**Christophe Bitaud**

« On compte ceux qui meurent ainsi aux représailles populaires, mais d'un côté seulement ; de l'autre on ne compte pas, on ne le pourrait pas. C'est le chaume sous les faucilles, l'herbe fauchée au soleil d'été. » *Louise Michel « Mémoires »*

Notre camarade Marc Hébert, dans son article, revient sur la mort du jeune militant écologiste Rémi Fraisse. Toute mort d'un homme, à fortiori si jeune, est un drame et d'abord pour sa famille, pour ses amis, pour ses proches. Après la légitime indignation vient le temps des questions, à commencer par la plus évidente de toutes : Pourquoi ?

Brassens chantait : « Mourir pour des idées, d'accord, mais de mort lente ». L'opposition à un projet de barrage est-il une cause suffisante pour risquer sa vie ? Oui, au risque de paraître politiquement incorrect, j'estime que la question se pose. J'assume pleinement ma critique de l'écologisme que je perçois comme une idéologie intrinsèquement réactionnaire. De tous temps l'homme a modelé la nature, certes dans le respect de l'écosystème dont il dépend pour son existence (je ne confonds pas l'écologie, science qui étudie les rapports de l'homme et de son environnement, avec l'écologisme politique) et l'un des premiers à l'avoir mis en lumière n'est autre que le géographe anarchiste, Elisée Reclus. Je n'ai pas les compétences nécessaires pour juger de l'utilité du barrage de Sivens, mais je suis certain que l'enjeu ne valait pas une vie humaine.

Rémi Fraisse était un jeune militant sans expérience, sans doute généreux et idéaliste mais n'y avait-il pas parmi les manifestants des militants chevronnés à même d'expliquer que s'attaquer à des gendarmes armés avec des cocktails Molotov de fortune était vain, illusoire et surtout dangereux, que martyr est un statut religieux et non révolutionnaire ?

Les gendarmes sont des hommes disciplinés, ce n'est pas la moindre de leurs caractéristiques : qui a donc pris la

responsabilité d'ordonner le tir de grenades offensives pour défendre quelques arpents de terre en pleine nature ? Un gouvernement qui manie aveuglement la répression est un gouvernement aux abois !

La mort de Rémi Fraisse a donné lieu à des manifestations violentes de militants se réclamant de l'anticapitalisme voire de l'anarchisme. Je ne mets nullement en cause leur sincérité (encore que la manipulation et la provocation organisées par les forces dites de l'ordre pour légitimer la répression ne sont pas des pratiques nouvelles) mais là encore quel aveuglement politique ! La violence n'est jamais une stratégie légitime, elle peut être inévitable lors de situations authentiquement révolutionnaires, et même dans ces cas là, à mon humble avis, doit-elle être évitée autant que faire se peut, mais qui peut imaginer sérieusement que ce sont les « black blocks » qui vont mettre à bas l'état bourgeois ? L'action minoritaire, violente et médiatique, de la propagande par le fait de certains anarchistes de la « belle époque » à la destruction de mobiliers urbains des « écolos » et autres autonomistes aujourd'hui, détournent les travailleurs et surtout les jeunes de la lutte des classes, de l'action syndicale « obscure mais féconde » selon les termes de Pelloutier et renforcent l'état policier. En ce sens, ils font le jeu du système qu'ils prétendent combattre.

Un anarchiste, à mes yeux, est un amoureux de la vie et un révolutionnaire, il ne peut que condamner et déplorer l'assassinat « légal » d'un jeune militant, quelle que soit sa cause, mais il doit également, selon la formule de Jaurès, « chercher la vérité et la dire ».

C'est pourquoi, inlassablement, nous continuerons à dénoncer et combattre la politique d'austérité de ce gouvernement qui semant la misère récolte la violence, aujourd'hui une violence aveugle et désordonnée qui peut à l'avenir céder la place à une révolte salvatrice... Au risque de nous répéter, dans cette optique la meilleure arme des travailleurs est un syndicat libre et indépendant.



# Un homme est mort

**Marc Hébert**

Il n'avait que 21 ans, avait un idéal, il était très certainement révolté par cette société capitaliste qui écrase les femmes et les hommes qui les exploitent, qui pille les richesses en Afrique, en Asie partout dans le monde en volant le pétrole, les médicaments, le fer, les minéraux, qui achète les terres agricoles en affamant les populations locales. Révolté par cette société, « Les Échos » du 30 octobre 2014 font état du rapport de l'ONG Oxfam sur les inégalités « en 2014, les 85 plus grandes fortunes du monde détenaient autant que la moitié la plus pauvre de l'humanité » : ces 85 personnes ont gagné 668 millions de dollars de plus par jour entre mars 2013 et mars 2014, pas en raison de leurs talents mais grâce au « capitalisme sauvage et la mainmise des élites sur le monde politique ». Les Échos reprennent les propos d'une responsable de cet ONG : « Ces inégalités, qui freinent la croissance économique, augmentent la criminalité et anéantissent les espoirs et les ambitions de milliards de personnes, sont le résultat de choix politiques. L'extrême richesse va de pair avec l'influence et la mainmise sur le pouvoir. ».

Il rêvait certainement d'un autre monde avec l'envie de vivre, l'envie de liberté, l'envie d'amour.

Il était jeune.

Il est mort et tous ces affameurs, ces suceurs de sang et leurs chiens de garde, les politiques, les journalistes, viennent expliquer que s'il est mort c'est qu'il l'a bien cherché, que la légalité était respectée.

Même si les rapports d'expertise disent tous que ce projet est insensé, écologiquement, économiquement et budgétairement astronomique.

Ils nous expliquent que le développement agricole nécessite ce PROJET, que les manifestants, dont Rémy, ne sont que des radicaux, des extrémistes de gauche, des anarchistes qui cherchent la violence pour la violence.

Ils nous expliquent que le gouvernement a bien raison d'être ferme et d'envoyer sur place des dizaines et des dizaines de gardes mobiles pour marquer la « force de la loi Républicaine », « la force de la démocratie ».

Ce sont les mêmes, qui parent le président de la multinationale TOTAL de toutes les qualités d'humaniste.

Sur ce champ de bataille il n'est pas contesté qu'il n'y avait rien à détruire, rien à taguer, rien à voler, des champs, des arbres, des champignons, peut-être hallucinogènes ?

Tous ces commentateurs, tous ces élus me déçoivent.

Il y a un an, c'est Michael Cueff qui perdait sa main à Châteaulin avec le même matériel de guerre. En 1977 à Creys-Malville, c'est Vital Michalon, 31 ans, qui était tué par une grenade offensive. La grenade offensive n'est donc pas un problème récent et on constate, aujourd'hui, qu'il est fait usage de cette arme de guerre pour défendre une cabane de chantiers et quelques mètres de fils barbelés.

Les tenants du pouvoir sont prêts à tout pour maintenir leur petit village.

Monsieur Valls veut apparaître comme un « homme de fer » qui dirige à la baguette...

La violence n'est pas du côté des manifestants, même pas du côté de ces « extrémistes » qui brûlent les poubelles et cassent les vitrines, la violence, la vraie, est pratiquée par les gouvernements de droite, de gauche, du milieu qui appliquent une politique de rigueur, d'austérité, de misère, une politique qui n'est pas suicidaire, comme le disent certains militants, mais une politique meurtrière qui tue, tous les jours en France, suicidés, sans-abris, malades non soignés, qui tue partout dans le monde.

Ah les cons !

Tous les intégristes sont cousins ! ...

Comme le disait Bernard Dimey :

*Un être aux yeux mi-clos sourit peut être aux anges  
En versant sur sa tête et sur son torse nu  
Sur ses pieds, sur son ventre et sur son pagne orange  
L'essence qui dira que les temps sont venus.  
Un Africain du Nord aussi dur que les pierres  
Aussi malheureux qu'elles a soudain décidé  
Qu'Allah n'était qu'un con.... Il oublie ses prières  
Saigne quatre personnes et se fait dessouder.  
Un riche Américain confit dans sa morale  
Imbibé de whisky depuis soixante quinze ans  
S'offre une apoplexie près d'une horizontale  
Qui vient de son village et qui n'a pas seize ans.  
Trois cents nègres et deux blancs  
vont sur la route et chantent  
Certains n'y gagneront qu'une balle en plein cœur.  
Et moi qui m'en foutais comme de l'an quarante  
Je crois bien que ce soir, ces gens là me font peur ...*

Et vous ?

**NB** : à part cela, rien à signaler ... Si !!! Dans l'agenda hebdomadaire des processions parisiennes, à noter : un rassemblement FO le 16 décembre à Paris.



## « Du grain à moudre »

**Bertrand Kanban**

André Bergeron a été secrétaire général de la confédération CGT Force Ouvrière pendant plusieurs décennies.

Pendant cette période, les médias ont trouvé en lui un interlocuteur privilégié concernant le mouvement syndical.

Sa mort n'a pas provoqué un grand intérêt ... quand les médias ne se sont pas tus.

En effet, c'est André Bergeron qui était à l'origine de la création de l'UNEDIC et des ASSEDIC couvrant tout le territoire.

C'est ainsi qu'est né le paritarisme : la gestion de l'assurance chômage par les syndicats ouvriers et patronaux, au moyen des salaires différés mis en commun par les prélèvements sur les salaires.

Jusqu'à la fin de son mandat, les gouvernements, de droite comme de gauche, n'ont pas pu dénaturer le paritarisme de manière notable et significative, tout en exprimant un féroce appétit pour s'emparer du deuxième budget, après celui de la Sécurité sociale.

C'est la gauche chrétienne et mitterrandienne qui a mis en perspective un grand service de l'emploi.

Et depuis, les gouvernements n'ont pas cessé de mettre en cause cette gestion paritaire des salaires différés.

C'est Sarkozy qui a porté le coup de grâce en 2007, en réalisant le rêve de la gauche des sociaux chrétiens, « Pôle Emploi ».

Le démantèlement de la gestion paritaire de l'UNEDIC et des ASSEDIC a permis au patronat de faire main basse sur des milliards d'euros.

André Bergeron, tout au long de ses mandats, a défendu l'indépendance du syndicalisme vis-à-vis de l'Etat, du patronat et des églises.

C'est ainsi qu'il s'est opposé aux velléités des corporatistes de tout poil en appelant à voter NON lors du référendum d'avril 1969, en soutenant tous les syndicats dans leur combat revendicatif, le justifiant avec son expression qu'il y avait du « grain à moudre ».

Quand on voit l'état des lieux aujourd'hui, que les politiques de gauche comme de droite ont notablement dégradé, on comprend mieux pourquoi les médias et certains prétendus syndicalistes ont préféré passer sous silence les comparaisons et les analyses qu'on dresse généralement lors d'un décès.

Le combat d'André Bergeron, qui se réclamait d'être réformiste - ce qui correspondait d'ailleurs à l'immense majorité des syndiqués à Force Ouvrière et des sympathisants -, est plus que d'actualité aujourd'hui.

Car il s'agit de mobiliser la classe ouvrière réformiste - à savoir revendicative - pour la reconquête des acquis volés, en se réappropriant ses syndicats, en toute indépendance.

Dans son rapport d'activité de son dernier congrès confédéral, en 1989, il déclarait :

**« En 1936, je vendais des timbres pour la République espagnole, je croyais à la nécessité du combat pour la justice sociale, je croyais, au plus profond de moi-même, au syndicalisme. Eh bien, cinquante deux ans après, j'y crois comme au premier jour, et si je pouvais recommencer, je recommencerais. »**

Voilà de quoi inspirer les militants ouvriers et terroriser les malfaiteurs qui se sont emparé de nos acquis sociaux, et leurs valets, les médias.

Salut, camarade.

### « L'ANARCHO-SYNDICALISTE »

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Abonnement pour 20 n°s : 32 euros

Abonnement de soutien : 40 euros

Verser à : Association des Groupes Fernand

PELLOUTIER – N° CCP 9998 28D Nantes

19, rue de l'Etang Bernard – 44400 Rezé

Imprimerie spéciale de L'Anarcho-Syndicaliste

Fondateur de publication : Alexandre HEBERT

Directeur : Christophe BITAUD



## Le discours des titres... des médias, bien sûr

« La dette publique a provoqué 1789 » - Le Figaro du 1<sup>er</sup> /10/ 2014 -(a)

« L'Europe est devenue un bouc émissaire en Allemagne » - Le Figaro du 26 /9/ 2014 -(b)

« L'Europe d'Angela Merkel, ou la revanche du Saint-Empire romain germanique » - Le Figaro du 24 /10/ 2014 -(c)

« Comment les multinationales ont pris le pouvoir » - Marianne du 17 au 23 /10/2014 -(d)

« La dette explose 2 023 700 000 000 euros » - Le Figaro Economie du 1<sup>er</sup> /10/2014 -(e)

### Bertrand Kanban

Sachant qu'en 2008, la dette s'élevait à 1327 milliards d'euros où est passée la différence ? Voilà la bonne question que personne ne pose.

Comment la France depuis 2008 s'est-elle endettée de plus de 700 milliards supplémentaires alors qu'on n'a pas cessé de pomper le peuple pour rembourser « la dette » ?

Premier élément de réponse.

Dans son article « La nouvelle entourloupe titrisée de la Banque publique d'investissement » du 17/9/2014, le fondateur de News360x, Mikael, explique notamment :

« Contrairement à ce qui est avancé par François Hollande, la titrisation des crédits aux PME, par le biais de la Banque publique d'investissement (BPI France), n'est en aucun cas une aide aux PME, puisque ces crédits ont déjà été octroyés par définition. C'est au contraire une aide dissimulée aux banquiers et à leurs actionnaires. ».

Donc avec l'argent qu'on a extirpé, sans vergogne, aux contribuables pour rembourser « la dette », on aide une première fois les PME et une deuxième fois la banque. C'est-à-dire que le capitalisme de partage, qui nous sera bientôt présenté comme LA solution alternative à l'ignoble capitalisme financier, sous l'impulsion de Rothschild et Georges Sores (financier des compromis historiques dans les pays de l'Est), est un véritable instrument pour l'avènement d'une société collectiviste et corporatiste (partager la voiture, l'hébergement... jusqu'aux besoins élémentaires de chaque individu) qui doit permettre ainsi au capital de reconquérir tous les acquis de la classe ouvrière au prix de luttes séculaires.

Avec l'aide de Robert Schuman et Jean Monnet, le capitalisme global a mis en place d'abord la CEE puis l'union européenne, en tant qu'instruments au service du profit. C'est pour cette raison que l'UE, au compte de l'impérialisme américain, cherche à impulser dans tous les pays membres, les réformes structurelles pour se rapprocher de plus en plus de cette société collectiviste et corporatiste, chère à madame Martine Aubry qui, elle, se présente

comme alternative au corporatisme mou de François Hollande.

Rappelons que la loi dite « Rothschild » de janvier 1973 est à l'origine de « la dette », d'ailleurs c'est Michel Rocard qui a vendu la mèche ! (*L'Anarcho-syndicaliste* - n°170 Janvier 2013).

En ce qui concerne la France, soyons conscients que la tentative de Martine Aubry et sa société du bonheur, dans la situation actuelle, est d'une extrême dangerosité pour la démocratie et la république issue de la révolution de 1789.

C'est pour cette raison que le prochain congrès confédéral de la CGTFO, qui se tiendra à Tours en février 2015, représente un enjeu décisif pour son indépendance des gouvernements, des partis politiques et de toute idéologie quelle qu'elle soit, pour qu'elle puisse demeurer le garant de l'indépendance de la classe ouvrière afin de préserver et de défendre ses intérêts.

Aujourd'hui, il devient impératif d'impulser une discussion à tous les niveaux de la confédération afin de dresser le bilan depuis le congrès de Montpellier.

En ce qui nous concerne, nous devons également tirer le bilan, sans concession, de l'orientation de la direction de la confédération, pour aboutir à regrouper les militants et les syndiqués sur une position de lutte de classe.

- 
- (a) Patrice Gueniffey, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales
  - (b) Marcel Fratzscher, président de l'Institut allemand pour la recherche économique (DIW)
  - (c) Jean-Louis Harouel, professeur d'histoire du droit à l'université Paris II – Assas
  - (d) Hervé Nathan
  - (e) Marie Visot



## AUX ORIGINES DE LA PREMIÈRE INTERNATIONALE:

## «L'INTERNATIONALE, SON HISTOIRE, SES PRINCIPES»

- par Benoît MALON - janvier 1872 .

*Cet opuscule de Benoît MALON (1) a été publié dans un premier temps dans la «République républicaine», journal radical de Lyon, en janvier 1872. Il fut publié en brochure «Propagande socialiste» la même année. Les extraits ci-dessous sont pris dans la première partie de cet ouvrage: «Origines et raisons d'être de l'Internationale».*

Peu d'institutions dans le monde ont été si défigurées, si calomniées, si peu comprises par leurs adversaires que l'Association internationale des travailleurs.

Les conservateurs qui ne reconnaissent pas à la révolution d'autres causes que les agissements et les complots des sociétés secrètes, ont attribué la fondation de la grande association à MAZZINI (2) et à BLANQUI (3).

Selon les bonapartistes, l'opposition n'était pas étrangère à son idée première.

A leur tour, les libéraux et les républicains bourgeois virent dans l'Internationale une agence de bonapartisme...

...D'abord MAZZINI a si peu participé à la fondation de l'Internationale, qu'il n'a cessé d'en être l'ennemi le plus acharné. Après la chute de la Commune de Paris, il a lancé contre elle un anathème qui fera tache dans sa vie politique.

Quant à BLANQUI, dès sa fondation, il s'en était fait l'adversaire déterminé. C'est ainsi qu'au Congrès de Genève (1866) il avait organisé contre elle un véritable coup de force, sous prétexte qu'il fallait la jeter dans la voie révolutionnaire. Cette échauffourée divisa pour bien longtemps les internationaux et ceux qui suivirent l'inspiration blanquiste.

D'ailleurs, comment l'Internationale, qui était la négation de la conspiration, dont elle proclamait l'impuissance; qui voyait l'œuvre révolutionnaire dans la propagande en plein soleil, dans l'agitation publique des questions politiques, économiques et sociales, momentanément étouffées par le malfaiteur de décembre, et dans l'alliance de tous les opprimés, de tous les exploités, de tous les souffrants contre leurs maîtres politiques et industriels, comment aurait-elle pu s'attirer la sympathie des deux plus célèbres conspirateurs du dix-neuvième siècle, dont elle remplaçait l'action par une action totalement opposée?

Secondement, il faut beaucoup de bonne volonté pour croire que les hommes qui devaient plus tard être les hommes funestes du 4 septembre (4), aient pu un instant être sympathiques à l'Internationale. Ils avaient massacré le prolétariat, en juin 1848. De quel front seraient-ils venus tendre la main aux fondateurs de l'Internationale? D'abord, cette main aurait été repoussée, car il n'a pas été besoin d'arriver à la lugubre année de 1871 pour savoir quelle haine couvait dans ces cerveaux bornés et impuissants contre le socialisme, qu'ils n'ont même jamais compris. Au reste, rendons-leur cette justice, qu'ils n'ont jamais cessé d'attaquer cette représentation des prolétaires organisés. Ce sont eux surtout qui lui ont reproché d'avoir des attaches bonapartistes.

Cette dernière calomnie est par trop absurde pour mériter une réfutation, et la magistrature impériale s'est, du reste, chargée de ce soin, en persécutant, en emprisonnant sans cesse les membres influents de l'association, que le 4 septembre est venu délivrer des maisons centrales où les avait jetés l'empire.

Qui a donc fondé l'Internationale? Pas plus qu'elle n'a de maîtres, l'Internationale n'a de fondateurs; elle est sortie vivante, pleine d'avenir, des nécessités sociales de notre époque et des douleurs croissantes de la classe ouvrière.

Était-il donc si difficile aux ouvriers de voir, après les massacres d'ouvriers qu'avait consommés la monarchie orléaniste à Paris, à Lyon, à Mulhouse, à Saint-Etienne, etc...; après les massacres de Rouen (avril 1848), après l'ineffable hécatombe de juin; était-il si difficile aux ouvriers de voir que l'antagonisme social croissant toujours par les empiètements successifs et l'enrichissement croissant de la bourgeoisie, le prolétariat n'avait plus à compter que sur lui-même et à s'organiser pour se défendre?

L'idée internationaliste, c'est-à-dire l'idée de l'organisation des forces éparses du prolétariat et de la fédération des groupes ouvriers, entre dans sa phase positive en 1849.

A cette époque, malgré le désastre de juin, les sociétés ouvrières continuaient leur mouvement ascendant. Sous l'impulsion de trois femmes, Pauline ROLAND (5), Jeanne DEROIN (6) et Louise NICAUT (7), aidées de quelques chefs d'association parmi lesquels DELBRUCK

(8) et BLAIZON (9), une fédération des sociétés ouvrières françaises s'organisa, et déjà, rue Michel-le-Comte, siégeait le Comité fédéral des sociétés parisiennes (10), prêt à rayonner sur la France, quand la police des Bonaparte, à l'instigation de ce même Dufaure qui semble prédestiné à étouffer en France le droit d'association, jeta, en 1850, ce Comité dans les prisons de la République.

Le deux décembre acheva la dispersion des dernières associations, et pendant dix ans, dans les masses ouvrières régna un sommeil de mort. Beaucoup purent croire à la mort définitive de la république et du socialisme dont les derniers représentants étouffaient dans les geôles bonapartistes ou sous le ciel de plomb des plages d'Afrique, de Cayenne et de Nuka-Hiva (11).

Vers 1860, la réaction qui venait de parcourir l'Europe finit par s'affaiblir.

L'orgie de compression et d'agiotage avait été suivie de l'une des crises industrielles les plus intenses qui aient jamais sévi sur l'Europe et sur l'Amérique à la fois.

Dans cette crise douloureuse, ainsi que je l'ai déjà exposé dans une publication récente (12), se dessina bien le rôle que joue le prolétariat vis-à-vis des détenteurs de la fortune publique et des directeurs de l'activité humaine:

*"Lorsque les égoïstes et malhonnêtes spéculations de ces derniers eurent amené les désastres, ils en furent quittes pour un manque de gain, tout au plus pour la perte d'une fortune édifiée avec une scandaleuse rapidité, tandis que la classe ouvrière (hommes, femmes, enfants; la grande industrie a tout pris), s'abîma dans une misère sans espoir, en proie à des privations mortelles. La faim, comme dans les années de disettes, hanta les grandes villes de la civilisation industrielle sous la forme d'êtres humains, au visage hâve, en haillons, qui avaient travaillé, au temps de l'activité vertigineuse, des 11, 15, 16 et 17 heures par jour, d'un travail exténuant, dans une atmosphère fétide, sous les rudes paroles, sous les insultes du contre-maître et les exigences croissantes du patron ou de la compagnie industrielle, et cela pour un salaire à peine suffisant à la misérable vie de l'ouvrier au jour le jour.*

*Maintenant sans travail et par conséquent sans ressources, ils mouraient de misère pour la plus grande gloire de l'ordre, pour la plus grande sanctification des maximes bourgeoises; "Laissez faire, laissez passer; chacun pour soi, chacun chez soi"; pour la plus grande fortune de quelques parvenus de l'industrialisme. Les cotonniers de Rouen, les fileurs et les tisseurs du Nord de la France, d'Angleterre, d'Amérique, même les canuts de Lyon, les passementiers de Saint-Etienne, les imprimeurs, les teinturiers et les teinturiers d'étoffes des environs de Paris, de Reims, de Lille, de Roubaix, de Mulhouse, tous souffraient à la fois.*

*Contre ces maux, la bourgeoisie ne sut que faire appel pour la forme à une charité impuissante et mesquine, et les ouvriers furent bien forcés de voir que, dans l'organisation sociale présente, les progrès mécaniques de l'industrie, l'universalisation de la division du travail augmentaient leur misère en même temps que la somme des produits, et produisaient ces longues crises, aussi mortelles pour eux, toute proportion gardée, que les disettes du moyen-âge l'étaient pour le peuple d'alors. Et vaguement, instinctivement, l'élite du prolétariat rêva l'affranchissement des déshérités et l'avènement d'un ordre social meilleur où l'égalité remplacerait les dominations de classe, où le travail, l'instruction, et le bien être seraient le droit et le devoir de tous.*

*Nous voici donc arrivés à l'un des moments les plus solennels de l'histoire.*

*Les ouvriers du monde entier savent enfin à quoi s'en tenir sur le bon vouloir des classes possédantes, et il court dans les centres industriels un souffle de délivrance: "Sauvons-nous nous-mêmes!" s'écrie-t-on dans la fabrique, dans l'atelier, dans la mine et dans l'usine. Coïncidence heureuse, la camisole de force dans laquelle étouffait l'humanité, craque de toutes parts; un frisson inconnu agite les deux mondes:*

*Le peuple indien se révolte contre les capitalistes anglais;*

*L'Amérique du Nord combat et triomphe pour l'abolition de l'esclavage des noirs; l'Irlande et la Hongrie s'agitent, la Pologne s'est levée.*

*L'opinion progressiste en Russie impose au czar un commencement d'affranchissement des paysans slaves; tandis que la jeunesse russe enthousiasmée par les écrits de TCHERNICHEWSKY (13), de HERZEN (14), de BAKOUNINE (15), se fait propagandiste de la*



révolution sociale.

L'Allemagne qu'ont agitée Karl MARX (16), LASSALLE (17), BECKER (18), BEBEL (19), LIEBKNECHT (20) et autres, entre dans le mouvement socialiste.

Les ouvriers anglais qui conservent la tradition des Chartistes et le souvenir d'Ernest JONES (21) et d'OWEN (22), sont en pleine agitation associativiste.

En Belgique, en Suisse, en Italie, en Espagne, les prolétaires s'aperçoivent que leurs politiques libéraux les trompent; ils cherchent les moyens d'améliorer eux-mêmes leur sort.

Les ouvriers de France, de cette nation qui a fourni au socialisme des initiateurs du nom de SAINT-SIMON (23), FOURIER (24), Auguste COMTE (25), CABET (26), P. LEROUX (27), CONSIDERANT (28), PROUDHON (29) et d'autres, et qui, par ses insurrections prolétariennes, a posé devant le XIX<sup>ème</sup> siècle les questions sociales à résoudre et l'ordre de justice à inaugurer, - les ouvriers de France sortent peu à peu de la torpeur où les ont plongés les défaites de 1848 et de 1851".

...De toutes parts, enfin, les prolétaires tendent à s'unir pour aider à la réalisation de leurs aspirations, vagues encore, mais ardentes.

Pendant que les membres des Trades Unions (Unions de métiers) d'Angleterre se demandent s'il ne serait pas possible, pour éviter les échecs partiels qui frappaient presque toutes leurs grèves, de créer et de solidariser des sociétés de résistance dans les pays industriels; pendant que quelques socialistes, proscrits de diverses nations et réfugiés à Londres, creusaient la même idée, un petit groupe d'ouvriers parisiens se réunissait secrètement dans un petit local du faubourg du Temple et cherchait les moyens pratiques de solidariser tous les efforts isolés que font les ouvriers des deux mondes pour leur affranchissement commun.

Sur ces entrefaites eut lieu l'Exposition de Londres (1862). Les chercheurs se rencontrèrent et se promirent de travailler avec un ardeur nouvelle à la fondation d'une Association internationale des ouvriers.

Ils tinrent parole, et deux ans plus tard, le 28 septembre 1864, il y eut à Londres un meeting, auquel assistèrent des ouvriers français, anglais, suisses, belges et allemands.

Le meeting avait pour but une manifestation en faveur de la Pologne.

"Les Polonais souffrent, s'écria un orateur, mais il y a de par le monde une grande nation plus opprimée, plus foulée encore: c'est le prolétariat !

Que de cette réunion sorte le premier cri de délivrance, et que ce cri retentisse partout où l'on meurt de fatigue et de privation; partout où l'on est spolié, partout où l'on végète dans l'ignorance et dans la misère, partout où les forces physiques sont atrophiées, partout où les facultés intellectuelles sont étouffées, partout où l'on gémit, partout où l'on souffre, partout où l'on a soif de justice".

Ces paroles exprimaient l'idée de tous; elles furent acclamées et l'on jeta les bases de l'Association internationale des travailleurs, en rédigeant des statuts précédés d'un énoncé de principes qu'on peut résumer ainsi;

"L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Les efforts des travailleurs pour conquérir leur émancipation, ne doivent pas tendre à constituer de nouveaux privilèges, mais à établir pour tous les mêmes droits et les mêmes devoirs (Pas de droits sans devoir, et pas de devoirs sans droits).

L'assujettissement des travailleurs au capital est la source de toute servitude politique, morale et matérielle.

Pour cette raison, l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique.

Les internationaux se reconnaissent le devoir de réclamer pour tous et de pratiquer envers tous les êtres humains la vérité, la justice, la morale".

Ce langage nouveau étonne; quelques jours plus tard, le Siècle contenait cette ligne: "Nous avons le pressentiment que quelque chose de grand vient de se passer dans le monde".

En effet, après ce grand acte, l'humanité entre dans une phase nouvelle; les plus grands espoirs sont permis; le peuple, tant de fois trompé et mis à la chaîne, va travailler lui-même et exclusivement à son émancipation. L'Internationale est fondée.

Après trois cents ans d'agitation, et soixante-dix ans de révolution, l'ordre à venir a trouvé son assise première; car, ainsi que je l'expliquerai plus loin la grande alliance ouvrière, non-seulement est la sentinelle vigilante, toujours debout pour la défense des travailleurs; non-seulement elle est l'immense laboratoire intellectuel où s'analysent, se préparent, se combinent les éléments constitutifs de la société nouvelle; mais encore son organisation servira sans doute d'exemple et d'expérimentation pour la constitution de cette société, qui ne sera peut-être que l'Internationale universalisée, étendant son action à toutes les forces sociales, et réglant, par tous et pour tous, l'exploitation et l'emploi des richesses humaines.

(1) Benoît MALON (1841-1893): ouvrier teinturier, puis journaliste et écrivain, internationaliste dès 1865. Membre du Conseil central républicain des 20 arrondissements en septembre 1870; député de la Seine en février 1871, démissionnaire; membre de la Commission générale de la Commune de Paris, opposé à la création du Comité de Salut public. Réfugié en Suisse, adhère à la Fédération jurassienne (bakouninienne). Participe dès son retour en France aux Congrès ouvriers, particulièrement aux Congrès politiques; socialiste indépendant, il fonda la Revue socialiste, ouverte à toutes les écoles socialistes. Compagnon de Victoire BERA, dite André LEO, féministe et socialiste (1824-1900).

(2) Giuseppe MAZZINI (1805-1872): républicain radical italien, métaphysiste déiste, s'avéra résolument hostile à l'émancipation politique et sociale des ouvriers.

(3) Louis-Auguste dit Auguste BLANQUI (1805-1881): républicain socialiste et anticlérical, successeur politique de François dit Gracchus BABELF (1760-1797), et Philippe BUONAROTTI (1761-1837); adeptes des sociétés secrètes conspirationnistes.

(4) Hommes du 4 septembre: bourgeois éventuellement républicains auxquels échu le pouvoir après la défaite de Sedan et la proclamation de la République; ils se distinguèrent dans l'écrasement de la Commune de Paris.

(5) Marie dite Pauline ROLAND (1805-1852): féministe, socialiste, syndicaliste. Amie de Flora TRISTAN (1803-1844), elle prit soin, à son décès, de sa fille. Créa avec Jeanne DEROIN et Gustave LEFRANCAIS l'Association des instituteurs, institutrices et professeurs socialistes; l'une des cinq membres de la Commission fédérale provisoire de l'Union des associations de travailleurs; déportée en Algérie après le coup d'Etat bonapartiste; libérée, décéda peu après.

(6) Jeanne DEROIN (1805-1894): ouvrière lingère, puis institutrice; féministe et socialiste; l'une des cinq membres de la Commission fédérale provisoire de l'Union des associations de travailleurs; exilé en Grande-Bretagne après le coup d'Etat du 2 décembre 1851, elle y finit sa vie.

(7) Louise BOULANGER (1813-?) [épouse de Joachim NICAUT (1809-?), ouvrier blanchisseur]; ouvrière blanchisseuse, délégué des lingères; l'une des cinq membres de la Commission fédérale provisoire de l'Union des associations de travailleurs.

(8) Joseph DELBROUCK (1817-?): architecte, coopérateur, l'un des cinq membres de la Commission fédérale provisoire de l'Union des associations de travailleurs; membre de la section du 13<sup>ème</sup> arrondissement de Paris de l'AIT; collabora durant la Commune à la Commission fédérale des Artistes de Paris.

(9) Jean-Baptiste BLAISON (1820-?): ouvrier cuisinier; l'un des cinq membres de la Commission fédérale provisoire de l'Union des associations de travailleurs.

(10) Comité fédéral des sociétés parisiennes: cette union ouvrière (Union des associations de travailleurs), la première fédération créée après la défaite du soulèvement ouvrier de juin 1848, n'a pas eu le temps de marquer l'histoire ouvrière, la répression bonapartiste s'est est pris à elle dès 1850, bien avant le coup d'Etat du 2 décembre 1851.

(11) Nuka-Hiva ou ile Marchand: l'une des Iles Marquises qui fut instituée lieu de déportation par une loi de 1850.

(12) La Troisième défaite du prolétariat français. Neuchâtel, 1871.

(13) Nikolai TCHERNICHEWSKY (1828-1889): écrivain, révolutionnaire, socialiste utopiste, à la pensée duquel on attache communément le Parti socialiste révolutionnaire russe.

(14) Alexandre HERZEN (1812-1870): écrivain russe, révolutionnaire, socialiste; exilé dans l'ouest européen, collabora avec PROUDHON.

(15) Michel BAKOUNINE (1814-1876): écrivain et journaliste russe; révolutionnaire, socialiste, un des premiers théoriciens de l'anarchisme.

(16) Karl MARX (1818-1883): écrivain et journaliste allemand; révolutionnaire, socialiste dont les partisans s'attardèrent à la conquête de l'Etat.

(17) Ferdinand LASSALLE (1825-1864): écrivain allemand; révolutionnaire, socialiste; fondateur de l'Association générale des ouvriers allemands, parti qui, fusionnant avec les marxistes du Parti ouvrier social-démocrate allemand, devint le Parti social-démocrate allemand.

(18) Johann Philip BECKER (1809-1886): révolutionnaire allemand, proche de MARX.

(19) August BEBEL (1840-1913): socialiste allemand, fonda avec LIEBKNECHT le Parti ouvrier social-démocrate allemand.

(20) Wilhelm LIEBKNECHT (1826-1900): enseignant et journaliste allemand; révolutionnaire, socialiste; l'un des fondateurs du Parti ouvrier social-démocrate allemand.

(21) Ernest Charles JONES (1819-1869): poète et essayiste britannique; chartiste, fut membre de la section de Manchester de l'AIT.

(22) Robert OWEN (1771-1858): socialiste coopérateur britannique; en 1817, il lança le mot d'ordre: «8 heures de travail, 8 heures de loisir, 8 heures de sommeil».

(23) Claude de ROUVROY, comte de SAINT-SIMON (1760-1825): économiste français; philosophe de la société industrielle.

(24) François dit Charles FOURIER (1772-1837): philosophe français; socialiste communautariste, créateur du Phalanstère.

(25) Isidore dit Auguste COMTE (1798-1857): philosophe français, secrétaire puis disciple de SAINT-SIMON, créa le mouvement saint-simonien ou école positiviste.

(26) Etienne CABET (1788-1856): avocat français; théoricien d'un communisme ou communautarisme d'essence religieuse.

(27) Pierre LEROUX (1797-1871): éditeur et philosophe français; d'abord simonien, puis associationniste. Il inventa le terme «socialisme» auquel il donna tous les aspects péjoratifs liberticides.

(28) Victor CONSIDERANT (1808-1893): économiste et philosophe français; fouriériste.

(29) Pierre-Joseph PROUDHON (1809-1865): ouvrier typographe, puis journaliste, essayiste, polémiste; il créa le terme «anarchiste» dans l'acception aujourd'hui admise.